



Council of the  
European Union

Brussels, 9 February 2016  
(OR. fr)

5910/16

PE 17  
INST 40  
JUR 63  
FREMP 18  
PARLNAT 16

#### COVER NOTE

---

From:	The Chamber of Deputies of the Grand Duchy of Luxembourg
date of receipt:	8 February 2016
To:	General Secretariat of the Council

---

Subject:	European Parliament Proposal for a Council decision adopting the provisions amending the Act concerning the election of the members of the European Parliament by direct universal suffrage [doc. ST14743/15 PE 184, INST 428, JUR 753, FREMP 281 - P8_TA(2015)0395]  Reasoned opinion on the application of the Principles of Subsidiarity and Proportionality
----------	---

---

Delegations will find attached the above-mentioned reasoned opinion<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Translation(s) of the opinion may be available on the Interparliamentary EU Information Exchange website (IPEX) at the following address: <http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/PE20152035.do>



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

**Résolution du Parlement européen du 11 novembre 2015 sur la réforme de la loi  
électorale de l'Union européenne (2015/2035(INL))**

et

**Projet d'acte législatif intitulé « Proposition de décision du Conseil  
adoptant les dispositions modifiant l'acte portant élection des  
membres du Parlement européen au suffrage universel direct  
(2015/0907/APP) »**

Avis motivé

*I. Observations générales*

Lors de sa réunion du 2 février 2016, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a examiné le **projet d'acte législatif intitulé « Proposition de décision du Conseil adoptant les dispositions modifiant l'acte portant élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct (2015/0907/APP) »**, ci-après désignée «la proposition de décision 2015/0907/APP».

Cette proposition de décision 2015/0907/APP a été renvoyée à la commission parlementaire susmentionnée afin que sa conformité aux principes de subsidiarité et de proportionnalité soit vérifiée.

Le délai de huit semaines accordé aux parlements nationaux pour procéder à cet examen a débuté le 15 décembre 2015 et expire le 9 février 2016.

Avant de ce faire, il paraît utile de rappeler certaines dispositions d'ordre procédural visant tout projet d'acte législatif émanant du Parlement européen.

Ainsi, pour ce qui est du contrôle du principe de subsidiarité de la proposition de décision 2015/0907/APP, il convient de renvoyer à l'article 6 du Protocole N°2 sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité (Traité de Lisbonne) qui dispose que «*Tout parlement national ou toute chambre de l'un de ces parlements peut, dans un délai de huit semaines à compter de la date de transmission d'un projet d'acte législatif, dans les langues officielles de l'Union, adresser aux présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission un avis motivé exposant les raisons pour lesquelles il estime que le projet en cause n'est pas conforme au principe de subsidiarité. Il appartient à chaque parlement national ou à chaque chambre d'un parlement national de consulter, le cas échéant, les parlements régionaux possédant des pouvoirs législatifs. Si le projet d'acte législatif émane d'un groupe d'Etats membres, le président du Conseil transmet l'avis aux gouvernements de ces Etats membres.*

*Si le projet d'acte législatif émane de la Cour de justice, de la Banque centrale européenne ou de la Banque européenne d'investissement, le président du Conseil transmet l'avis à l'institution ou organe concerné.»*

La commission parlementaire juge encore utile de rappeler que la proposition de décision 2015/0907/APP, adoptée par le Parlement européen sur la base de l'article 223 du Traité sur

23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg  
Tél.: (+352) 466 966-1 | Fax: (+352) 22 02 30  
www.chd.lu

le fonctionnement de l'Union européenne, constitue un projet d'acte législatif au sens de l'article 3 du Protocole N°2 sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité (Traité de Lisbonne).

## *II. Observation quant au volet procédural*

Les membres de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle font part de leur étonnement quant à la manière dont la proposition de décision 2015/0907/APP a été communiquée à la Chambre des Députés. Ils constatent que ledit document n'a pas fait l'objet, conformément aux dispositions des Protocoles N°1 et N°2 du Traité de Lisbonne, d'une transmission en bonne et due forme en tant que «projet d'acte législatif».

Ce constat est corroboré par d'autres parlements nationaux de l'Union européenne.

## *III. Examen de la conformité du dispositif aux principes de subsidiarité et de proportionnalité*

Les membres de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle procèdent à l'examen de la conformité de la proposition de décision 2015/0907/APP avec le principe de la subsidiarité au sens de l'article 3 du Protocole n°1 sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne.

De prime abord, la commission parlementaire rappelle que les élections européennes, en ce qu'elles visent à élire les membres composant le Parlement européen, sont régies par la législation nationale afférente. Ainsi, le cadre légal déterminant les règles et les modalités propres pour l'élection des membres du Parlement européen diffère d'un Etat membre à l'autre.

A l'heure actuelle, la loi électorale du Parlement européen énonce une série de principes communs pour l'élection des membres du Parlement européen.

La proposition de décision 2015/0907/APP vise l'élaboration d'un corps de règles modificatives en vue d'établir une procédure unique valable dans l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne en vue de l'élection des membres composant le Parlement européen.

A cet égard, la proposition de décision 2015/0907/APP comporte des modifications normatives d'ordre substantiel quant au fond et quant aux modes d'action dans le chef de l'Union européenne. Son rôle et son intervention, tant considérés sur l'échelon de chacun des Etats membres qu'au niveau de l'Union européenne, connaîtront une extension considérable qui n'est pas sans soulever un certain nombre d'interrogations.

De manière générale, il convient de noter que le cadre légal luxembourgeois relatif aux élections européennes devrait être revu dans son intégralité, que ce soit au niveau législatif ou au niveau réglementaire.

Afin d'assurer une cohérence de la loi électorale dans son ensemble il sera également nécessaire de revoir les dispositions régissant les élections législatives et communales.

Les membres de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle qualifient certes l'initiative prise de formuler la proposition de décision 2015/0907/APP de louable, mais sont d'avis que les modifications à la loi électorale européenne proposées vont au-delà du socle commun de principes à respecter pour les élections européennes.

Ainsi, la proposition de décision 2015/0907/APP n'énonce pas en quoi résiderait la nécessité que l'Union européenne se substitue aux Etats membres en vue de fixer de nouvelles modalités pour les élections européennes. Si une harmonisation de certains délais légaux peut être d'une certaine utilité, il en est autrement des propositions qui concernent directement les règles de fonctionnement des systèmes électoraux.

Les membres de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle sont d'avis que certains aspects propres au corps électoral, que ce soit pour les élections européennes, législatives ou communales, devraient continuer à relever de la compétence exclusive de chaque Etat membre. Il importe d'assurer la cohérence des règles européennes et nationales relatives au fonctionnement du droit électoral que l'Etat membre doit rester libre de déterminer. Le principe de proportionnalité est dès lors sérieusement remis en cause notamment par les propositions relatives à la composition des listes électorales et la fixation de règles concernant la répartition des sièges.

#### *IV. Conclusion*

La proposition de décision 2015/0907/APP comporte, eu égard aux développements figurant sous le point III. ci-avant, un certain nombre de dispositions qui risquent de ne pas être conformes ni au principe de subsidiarité, ni au principe de proportionnalité.